

## La culture identitaire, racines du futur de la Corse ?<sup>1</sup>

Dominique Salini, Professeure d'Anthropologie du musical, Université de Corse, UMR LISA 6240. [dsalini@gmail.com](mailto:dsalini@gmail.com)

*Domaine de recherche : le devenir incertain des traditions populaires, patrimoine immatériel fragile désormais confronté au processus de patrimonialisation. Persuadée que la culture est plus que jamais un enjeu des pouvoirs politiques, elle poursuit sa réflexion sur l'esthétique du politique pour retrouver la dimension épistémopolitique des savoirs.*

La crise de la culture est liée, à en croire certains, à une situation désormais irréversible : fin des modes de vie traditionnels, disparition de l'économie industrielle et entrée de la culture-marchandise dans une politique mondiale très libérale des biens. L'emprunt au lexique économique pour parler de *développement culturel*, à défaut d'en clarifier le sens, laisse néanmoins sous-entendre que la culture est bel et bien une question politique. Or, l'oubli progressif des raisons pour lesquelles on doit considérer que la culture est essentielle à la construction d'un citoyen, rend périlleux l'exercice culturel comme argument politique de développement territorial.

L'ambiguïté sémantique du mot culture et a fortiori de celui de développement culturel a créé malentendus et rendez-vous manqués. Et l'empilement au fil du temps de strates sémantiques a rendu difficile sinon impossible l'appréhension de la question politique du culturel. Si la politique culturelle n'admet pas comme principe inaltérable que le lien entre territoire et culture est un maillage symbolique d'une grande complexité, mais aussi d'une grande fragilité, les objectifs politiques risquent d'échouer malgré la volonté affichée de bien faire. Nous sommes aujourd'hui devant une redoutable alternative qui nous oblige progressivement à admettre que l'alibi est préférable au rien, qu'une politique culturelle *a minima* est préférable à ne prendre aucune mesure.

Ainsi, certains pays sont, de manière évidente pour tous, des lieux de cultures et l'image du tourisme qui y est accolée ne peut être que celle d'un tourisme culturel : comment en douter à Rome et à Florence, devant les pyramides d'Égypte ou le Tadj Mahall ? Chefs-d'œuvre du patrimoine mondial, ces biens culturels sont relativement préservés de la dégradation grâce à

---

<sup>1</sup> Nous empruntons la métaphore à H.de Varine, *Les racines du futur*. Le patrimoine au service du développement local. Asdic ed. 2005.

l'organisation d'opérations de sauvegarde. En revanche, les pays qui n'ont que leur beauté et leur pauvreté, souvent associées d'ailleurs, sont toujours sacrifiés. Paysages et populations sont condamnés à être captés, pollués pour les uns, asservies pour les autres. Si elle demeure une question humanitaire, la paupérisation n'est plus un obstacle au développement du loisir. Le tourisme culturel se muant d'ailleurs presque inévitablement en tourisme de prostitutions diverses. Un des derniers exemples est très certainement l'édification à Marrakech d'un mur de la honte pour cacher aux luxueux complexes touristiques la vue des bidonvilles : mur de séparation entre riches et pauvres, étrangers et indigènes, la vue et sans doute aussi les odeurs de ces derniers devenant insoutenables pour les nantis. Autrement dit, même pour être attractif, l'espace doit parfois se dépouiller de sa marque culturelle lorsque celle-ci devient gênante pour les autres. Territoires et peuples, terrain de prédilection pour l'anthropologie et les folkloristes, devient un enjeu spéculatif de valeurs marchandes qui réactive une certaine forme de néo-colonialisme. La remarque que faisait G. Debors<sup>2</sup>, dans les années 1970, à propos du tourisme de masse et de sa banalité garde toute son actualité, exotisme et folklore allant de pair.

Les dernières décennies n'ont cessé de tenter de reconstruire ce que l'ère industrielle, prise au sens global de période historique et de courant idéologique progressiste, avait profondément détruit, et ce, de manière durable : *la culture du pauvre*. Qu'il s'agisse des classes prolétariennes urbaines (domaine épistémique privilégié des *cultural studies* et de R.Hoggart, entre autres) ou des classes paysannes rurales (domaine épistémique préféré de l'ethnologie), la fin du travail traditionnel et donc la remise en question profonde de son territoire familier, de ses habitudes culturelles n'ont épargné aucune société ni aucune communauté. C'est sans doute le plus grand choc anthropologique jamais advenu : couper l'homme de son environnement naturel et culturel, interrompre son rythme de vie.

Pour illustrer notre propos et parmi la multiplicité d'entrées possibles, notre choix s'est porté sur l'exemple du lien entre un territoire (ici, l'île) et sa culture (ici, la musique) pour poser la question suivante : y-a-t-il pour eux un avenir commun possible dans le contexte actuel de politique régionale ? Peut-on éviter la relance d'une vieille question pourtant de plus en plus d'actualité, la mise en patrimoine du vivant ?

Le cadre de ce texte empêche un développement de la question de l'île en tant que territoire symbolique. Il importe de rappeler néanmoins que ce que l'on qualifie, avec ce vocabulaire hérité des années 1970, de *culture identitaire* renvoie à tout un vieux fonds culturel, élaboré au fil du temps via un laborieux métissage d'histoires diverses. Tout cet ensemble pointe en permanence sous les comportements sociétaux, tant individuels que collectifs. Et la figure symbolique de l'île n'y est pas étrangère. Aussi, lorsque dans les années 1970 apparaît en

---

<sup>2</sup> G.Debors. *La société du spectacle*, Gallimard, 3<sup>ème</sup> ed., 1992.

Corse le mouvement de réappropriation culturelle dit *u riacquistu*<sup>3</sup>, c'est tout naturellement que la polyphonie y occupe une large place emblématique via le phénomène de *groupe culturel*. Reconstitution de la communauté, utilisation de la langue vernaculaire et retrouvailles aussi avec la latinité liturgique<sup>4</sup>, la forme polyphone était bel et bien une réponse, métaphorique du moins, aux préoccupations idéologiques de l'époque.

Mais, en privilégiant la scène, le groupe contribue progressivement à modifier en profondeur la structure du *cantu in paghjella*, polyphonie dite traditionnelle usuellement interprétée à trois voix, quatre au plus, lors d'occasions diverses. Lui est substituée la *chanson polyphonique*, adaptée aux meetings et aux concerts. Et, aujourd'hui encore, en tant que porteurs supposés de la tradition, les groupes sont considérés comme des ambassadeurs culturels et leurs prestations musicales, comme identitaires.

Il est indéniable que les polyphonies corses remportent un grand succès médiatique. Or ce succès médiatique, précisément, a non seulement occulté leur évolution programmée vers les *musiques traditionnelles de variété* mais aussi a probablement empêché toute négociation sur la question de leur devenir en tant que ressource possible dans une visée politique de développement territorial. En d'autres termes, *u cantu in paghjella* aurait dû d'emblée conforter l'idée politique qu'un bien immatériel de cette nature constituait le socle culturel d'un développement original pour un territoire comme l'Île.

Il faut bien admettre que se sont déroulées en Corse deux histoires parallèles : l'histoire politique et institutionnelle et celle des revendications identitaires. Ainsi, à titre d'exemple, le premier statut particulier, dit statut Defferre, accordé à la Corse en 1982 coïncide avec la fermeture de la Maison de la Culture de la Corse. Créée, symboliquement à Ajaccio pour marquer les festivités du bicentenaire de la naissance de Napoléon en 1969, la MCC ferme sur liquidation judiciaire en 1983. Sans aucun émoi populaire. Les « animateurs » ont été recyclés et la dynamique qui aurait pu être créée, justement par une politique culturelle décentralisée, a été stoppée. Et pourtant, la Corse a servi de laboratoire, d'île laboratoire, pour tester précisément une possibilité de développement à partir du culturel, son patrimoine chanté mais aussi sa langue. Tous les autres statuts qui se sont succédés jusqu'au dernier *transfert de compétences* à la Collectivité Territoriale de Corse (CTC) n'ont pas d'avantage posé la question du poids du culturel dans un développement économique. Il faut bien constater que la politique culturelle dite décentralisée, ne peut, dans l'état actuel des choses, que générer un

---

<sup>3</sup> D.Salini. *Musiques traditionnelles de Corse*. A Messagera, Gênes, 1996.

<sup>4</sup> On rappellera brièvement que le premier chant en polyphonie répertorié dans l'histoire de la Corse est le *Dio vi salve regina*, hymne national choisi au moment où la Corse se déclare indépendante et se place sous la protection de la Vierge (Consulta d'Orezza, 1735).

pseudo développement culturel subventionné et fondé sur l'officialisation d'une culture identitaire d'exportation.

Quel devrait être l'objectif principal de toute politique culturelle sinon de poser comme assise, comme condition préalable, le principe d'éviter le choc du contemporain, très agressif à l'égard des cultures populaires, en cherchant à recréer du lien tant dans un découpage spatial équilibré du territoire [reconstituer l'équilibre intérieur/littoral perturbé par l'arrivée du tourisme de masse et les vacances à la mer] que dans les tentatives de faire revivre les villages [festivals, écoles d'été, colloques « hors-saison »]. Il n'est pas surprenant que le projet culturel de la CTC soit le développement conséquent de l'audiovisuel. Le tournage d'un film, voire d'un télé-film permet, à moindre coût, d'avoir un décor naturel prêt-à-l'emploi et des figurants plus vrais que nature, entre les rares habitants et les intermittents du spectacle. Tout ceci permet bien sûr de faire travailler quelques locaux, mais c'est aussi un mode bien pervers de mise en patrimoine du vivant, une mise en spectacle d'identités stéréotypées. Un très bon exemple a été le tournage de *l'Enquête corse* à partir du texte de Pétillon qui a fait cohabiter figurants insulaires et acteurs du show-biz parisien, Jean Reno et Christian Clavier, ou celui du téléfilm *Colomba*.

Bien évidemment, il ne s'agit pas ici de miser sur l'échec des tentatives politiques de résoudre le problème culturel mais de témoigner des risques d'un avenir compromis pour les cultures populaires, issues de lieux désormais privés de productivité, entièrement dépendantes et soumises à l'injonction identitaire. C'est le cas de la Corse et de ses habitants transformés en intermittents d'une société du spectacle définitivement installée.

Alors, il n'est pas étonnant de voir se réaliser aujourd'hui le grand rêve nostalgique des années 1970 de recréer à échelle humaine, le village, une activité artificielle (village-dortoir pour les agglomérations des ceintures urbaines, village-résidence secondaire, pour la plupart, avec la rénovation des vieilles maisons pour les week-end ou les vacances) et le maintien plus ou moins factice à domicile pour les personnes âgées (explosion des créations de maisons de retraite de proximité, « à côté de sa maison » et des services de l'ADMR). Il est à noter que ces propositions recueillent une adhésion totale de la part des politiques comme de la population car, bien évidemment, le culturel, c'est aussi la relation à l'ancien et à ses savoirs. Et en même temps, ces nouveaux services de proximité, créateurs d'emplois et de bassin de vie, enrayent, provisoirement du moins, le processus de désertification.

Alors que la culture constituait le lien social, que la cohabitation des cultures diverses, voire hétéroclites, n'avait pas empêché la construction d'une aire culturelle originale et naturellement mixte (la Méditerranée et sa mosaïque de cultures, par exemple), la question

d'aujourd'hui est celle de l'artificialité, de la surenchère identitaire et du *double bind*, de la banalisation. Et on ne peut que s'interroger sur l'avenir incertain d'une grande majorité de populations confrontées, souvent malgré elles, à leur propre mise en patrimoine.